

Discours d'Aileen Mioko Smith  
Directrice exécutive de l'ONG Green Action  
Paris, 5 mars 2012

L'accident nucléaire de Fukushima a fortement impacté l'industrie nucléaire au Japon. Avant l'accident, un tiers de l'électricité du Japon était d'origine nucléaire. Aujourd'hui, seulement 2%.

Au moment où je vous parle, seulement 2 réacteurs sur les 54 fonctionnent. En d'autres termes, 96% des capacités de l'industrie nucléaire sont à l'arrêt. Nous sortons du nucléaire à un rythme que n'a connu aucun autre pays dans le monde. Si aucune centrale n'est redémarrée prochainement nous serons de facto sortis du nucléaire d'ici le mois d'avril.

Ceci n'est pas la conséquence d'un changement dans la politique énergétique de notre pays. Nous sommes dans cette situation car depuis l'accident de Fukushima, notre gouvernement n'a toujours pas été en mesure de s'assurer que les centrales pourraient fonctionner en toute sécurité.

La région d'Osaka/Kyoto, d'où je viens et où vivent 8 millions de personnes, était avant la catastrophe de Fukushima celle qui était la plus fortement dépendante à l'énergie nucléaire. 55% de l'électricité provenait des centrales nucléaires. Il y a 2 semaines plus aucun réacteur n'était en fonctionnement, la région est sortie du nucléaire...et cela sans que cela ne pose un quelconque problème en matière d'approvisionnement électrique.

Le METI (Ministère de l'économie du Commerce et de l'Industrie) a publiquement déclaré que le pays risquait de souffrir d'un manque d'électricité (à hauteur de 9,2% de la production d'électricité actuelle) si aucun réacteur nucléaire ne fonctionnait cet été. La demande d'électricité croît fortement au Japon durant l'été, puisque nous utilisons beaucoup la climatisation pour mieux supporter les fortes chaleurs.

Pourtant, le 23 janvier dernier, une fuite a révélé que le gouvernement gardait secret un important rapport rédigé par le cabinet du Premier ministre. Ce rapport concernait l'approvisionnement électrique du Japon cet été.

Il a été calculé que si aucune centrale nucléaire n'était relancée, la production d'électricité excéderait de 6, 2% la demande du pays.

Comment serait-ce possible ? Le Japon possède de fortes capacités hydroélectriques grâce au système STEP (système de transfert d'énergie par pompage), de nombreuses centrales fonctionnant aux énergies fossiles et d'importantes capacités d'énergies renouvelables existantes mais inexploitées. Voici pourquoi nous pouvons nous passer du nucléaire sans problème.

Une des autres raisons, sûrement la plus importante, repose dans la capacité de la société japonaise à réduire sa consommation d'énergie., comme ce fut le cas l'été dernier déjà. Nous verrons cet été à quel point nous serons capables de réduire notre consommation.

L'accident de Fukushima a rejeté au moins 168 fois la quantité de Césium qui a été relâché par la bombe H de Hiroshima, notre société porte le lourd fardeau des conséquences de l'accident nucléaire. Le coût estimé des dommages engendrés par la catastrophe nucléaire seule va de 75 à 260 milliards de dollars.

Officiellement, plus de 150 000 personnes ont été évacuées de la zone la plus affectée par la catastrophe nucléaire, la fameuse zone rouge.

Si la compensation des victimes et le démantèlement de la central de Daiichi est bien effectué, le coût total de la catastrophe nucléaire est estimé entre 500 et 650 milliards de dollars.

Ces chiffres sont impressionnants, mais pourtant ils ne représentent qu'une part infime des véritables dommages infligés à la vie, à la société, à l'environnement.

Les 380,000 enfants de la préfecture de Fukushima, les enfants des préfectures adjacentes qui sont sérieusement contaminées, mais aussi tous les enfants du Japon ingérant des aliments contaminés sont les principales victimes de cette crise. Ce sont eux qui porteront le plus lourd des fardeaux.

Le principal problème aujourd'hui vient des limites d'exposition à la radioactivité fixées par le gouvernement. Le seuil d'exposition annuel a été fixé à 20 milliSieverts. En-dessous de ce seuil d'exposition on ne reconnaît pas aux citoyens le droit d'être officiellement évacués. A Tchernobyl, l'évacuation s'est faite à des seuils moins élevés que cela. A Japon, les travailleurs de centrales nucléaires sont compensés pour des leucémies à des niveaux d'exposition de 5.2 Msv

Je me suis rendue à de nombreuses réunions publiques où des citoyens de Fukushima demandaient d'obtenir le droit d'être évacués.

Une des zones cherchant à obtenir ce statut pour ces citoyens est Watari, situé au sein même de la ville de Fukushima, à 60 kilomètres de la centrale de Daiichi. C'est une zone extrêmement contaminée.

Un point très important à retenir ; le standard de 20 Msv ne comprend pas l'exposition au rayonnement interne, un fardeau supplémentaire.

Les citoyens disent «il ne suffit pas de décontaminer, il faut également évacuer les personnes en même temps.» La réalité est qu'il n'y a pas d'évacuation si les niveaux de doses n'atteignent pas 20 Msv par an et le gouvernement a tendance à vouloir ramener les gens qui ont été évacués lorsque les niveaux redescendent en dessous de 20 msv/an.

Shunichi Yamashita, de l'Université de Nagasaki a déclaré : «les effets de la radiation n'atteignent pas les gens qui sont heureux et qui sourient, les radiations touchent les personnes faibles d'esprit.» Voilà qui prête à réfléchir...

Tout un pan du gouvernement japonais empêche la communauté internationale de mener des investigations, tant sur la situation sanitaire, que sur la violation des droits de l'homme et la contamination environnementale de l'accident de Fukushima.

En août dernier, l'ONG «Kodomo Fukushima» et d'autres associations ont demandé à l'office des Nations Unies de la Haute commission pour les droits de l'homme (OHCHR), de venir enquêter sur la violation des droits de l'homme pour les enfants de Fukushima. Toutefois, le gouvernement japonais a tout fait pour retarder la date des investigations. Résultat, l'OHCHR viendra un an plus tard que prévu, le 22 novembre 2012 au lieu de novembre-décembre 2011.

Les médias japonais n'ont absolument rien écrit à ce sujet et pendant ce temps le gouvernement met la pression sur les autorités locales pour approuver le redémarrage des centrales nucléaires.

Le 3 mars dernier, le premier ministre Noda a annoncé aux médias internationaux : «la totalité du gouvernement souhaite convaincre les autorités locales de faire redémarrer toutes les centrales nucléaires».

Le Ministre de l'environnement Gosh Hosono a aussi déclaré pour la première dans le journal Sankei que le redémarrage des centrales nucléaires était nécessaire. A partir du mois d'Avril, l'autorité de sûreté nucléaire japonaise sera rattachée à son ministère. Sa déclaration récente est donc de mauvaise augure alors que la Japon est censé mettre en place la séparation des autorités de régulation et de promotion du nucléaire.

Aujourd'hui même, NISA (l'agence régulatrice japonaise) était dans la préfecture de Fukui pour expliquer que deux des réacteurs (Oi 3 et Oi 4) ayant passé les tests de résistance pouvaient redémarrer.

La baie de Wakasa où ces deux réacteurs sont situés est situé dans une zone exposée aux risqué sismiques, une des zones les plus dangereuses au monde.

A ce jour, le gouverneur de Fukui, Issei Nishikawa, a déclaré que les stress tests n'avaient pas été suffisants, que la sûreté n'était pas suffisante et que le redémarrage ne pouvait être effectué qu'avec de nouveaux standards de sûreté, prenant en compte les dernières leçons apprises de l'accident de Fukushima. Pourtant, l'enquête officielle sur l'accident est toujours en cours.

Des preuves mettent en avant la forte probabilité que les dommages aient été subis durant le tremblement de terre, et donc avant même l'arrivée du tsunami. Si c'était le cas, la sûreté de tous les réacteurs japonais devrait être revue de fond en comble.